

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 2017/503

OBJET : AUTORISATION D'OUVERTURE D'UN ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC : ECO CAMPUS PROVENCE.

- Le Maire de la Commune de Sainte-Tulle,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2 portant sur la sécurité, la sûreté et la salubrité publiques, les articles L 2213-1 et suivants portant sur la circulation et le stationnement,
- Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R.123-37 et R. 123-38,
- Vu le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. approuvé le 25 juin 1980 et ses modifications successives,
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-1-470 du 13 avril 2012 portant création de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,
- Considérant l'avis favorable de la commission d'arrondissement de sécurité d'arrondissement de Forcalquier du 24 août 2017,
- Vu l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées en date du 28 août 2017 délivrée par l'entreprise SOCOTEC,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'établissement dénommé « ECO CAMPUS PROVENCE », sis Rue Gabriel Besson à SAINTE-TULLE, classé Types R, L, N, W de la catégorie 3 relevant de la réglementation des ERP est autorisé à ouvrir au public à compter du 31 août 2017.

ARTICLE 2 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 3 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipement, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en est de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 5 : Monsieur le Maire, chargé de la sécurité et de l'accessibilité, Monsieur le Major de la Gendarmerie de Manosque sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également transmise à Madame la Sous-Préfète.

Fait à Sainte-Tulle, le 30 août 2017

Le Maire,



Bruno POISSONNIER



Envoyé en préfecture le 31/08/2017
Reçu en préfecture le 31/08/2017
Affiché le 
ID : 004-210401972-20170830-2017_AR_503-AR

PREFECTURE DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

Direction Départementale
des Services d'Incendie et de Secours

Service prévention

Affaire suivie par le

Commission de Sécurité
Arrondissement de Forcalquier

Commune de **St TULLE**

Date : **24/08/17** Heure : **15h00**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (article R 123.1 à 123.55)
Vu l'Arrêté du 25 juin 1980 (règles générales de sécurité contre l'incendie)
Vu l'Arrêté du (Disposition particulière du type)
Vu l'Arrêté Préfectoral n° 00.244 du 1er mars 2000 (constitution des Commissions)

La Commission présidée par

M. **ROTH** , titre **SG de la Sous-préfecture**

en présence de

M. **Benoît Poissonnier** Maire de la commune de **St TULLE** .

M. **ALAIN MOULET** représentant de la Direction Départementale des Territoires

M. **CLUZER Philippe** représentant du Commandant du Groupement départemental de gendarmerie

M. **BRESE Jean Louis** , représentant des Sapeurs-pompiers locaux

M. **ROCHE** . Préventionniste de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours des Alpes de Haute-Provence

émet un avis **FAVORABLE** à l'ouverture au public de l'établissement

Le Président



SOCOTEC

Agence Construction Alpes du Sud

Chemin du clair logis

Résidence "Côté Saint Mens"

05000 GAP

Tél. : 04.92.51.61.39

Fax : 04.92.53.45.94

E-mail : cconstruction.gap@socotec.com

**ATTESTATION DE VÉRIFICATION DE
L'ACCESSIBILITÉ
AUX PERSONNES HANDICAPÉES**

**Construction ou création d'établissement recevant du
public (ERP) soumis à permis de construire**

(Annexe 3 à l'arrêté du 22 mars 2007)

Contrat n° : 176W0GAK1870/1001

Rapport n° : 176W0/17/920

Date : 28/08/2017

À transmettre par le maître de l'ouvrage à l'autorité administrative ayant délivré le permis de construire et au maire dans les 30 jours suivant l'achèvement des travaux et délivrée par un contrôleur technique ou un architecte au maître de l'ouvrage en application des articles L. 111-7-4 et R. 111-19-27 à R. 111-19-28 du code de la construction et de l'habitation.

Je soussigné Mathieu ESPITALIER de la société SOCOTEC, en qualité d'organisme de contrôle technique au sens du CCH art. L 111-23, titulaire d'un agrément ministériel l'habilitant à intervenir sur les bâtiments.

atteste que par contrat de vérification technique n°176W0GAK1870/1001 en date du 19/09/2014, la société DURANCE LUBERON VERDON AGGLOMERATION, maître de l'ouvrage de l'opération de construction (ou de réhabilitation lourde) suivante :

04 SAINTE TULLE - ECO CAMPUS CFA Energies Nouvelles

Réf. du PC : PC 004 197 14 J0016

Date du dépôt de demande de PC : 08/12/2014 Date du PC : 03/06/2015

Modificatifs éventuels

a confié, à SOCOTEC, qui l'a réalisée, une mission de vérification technique après travaux visant à vérifier si les travaux réalisés (dans le cadre du PC référencé ci-dessus) respectent les règles d'accessibilité qui leur sont applicables.

Nota : les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur rappelées ci-dessous auxquelles sont adjointes les éventuelles dérogations propres à l'opération et citées ci-après.

Nombre de bâtiments et équipements ou locaux séparés :

Ce document comporte 14 pages, y compris la page de garde

• Règles en vigueur considérées :

- Articles R 111-19 à R 111-19-3 du CCH, relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public construits ou créés
- Arrêté du 1er août 2006 fixant les conditions prises pour l'application des articles R 111-19 à R 111-19-3 et R 111-19-6 du CCH relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création

• Dérogations accordées, telles que portées à la connaissance du vérificateur :

• Documents remis au vérificateur et pris en compte dans le cadre de sa mission :

F A l'issue de sa visite de vérification, réalisée selon les termes et conditions du contrat précité et qui s'est déroulée le / / , le vérificateur récapitule sur la liste ci-après ses constats formulés ainsi :

- | | | |
|---|-----------|---|
| ÿ | R | Le vérificateur a constaté, sur les travaux réalisés, le respect de la règle d'accessibilité applicable (*) |
| ÿ | NR | Le vérificateur a constaté sur les travaux réalisés une ou des dispositions contraires au respect des règles d'accessibilité applicable (*) |
| ÿ | SO | La disposition considérée est Sans Objet pour la présente opération. |

(*) voir commentaire général CG01 page 3

Date : 28/08/2017

Mathieu ESPITALIER

Ingénieur agréé C et D